NON AUX CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE DANS NOS QUARTIERS !

LES PARISIENS EXIGENT UN DEBAT PUBLIC AVEC LA MAIRIE DE PARIS SUR SA PARTICIPATION AU PLAN « 1000 CAMERAS A PARIS »DU GOUVERNEMENT

Nous apprenons que la Mairie de Paris, approuvant le projet du gouvernement, financera en partie l'installation de caméras de vidéosurveillance dans les rues et sur les places de notre ville.
Avec la multiplication des caméras, c'est à une diffusion rampante et désormais déclarée de cette pratique que nous assistons, sans avoir aucun contrôle sur les décisions qui sont prises et l'utilisation des données stockées.

Derrière la question de la sécurité, et les problèmes réels qui existent, c'est à une profonde orientation de notre société que nous devons réfléchir d'urgence, à l'heure où le contrôle policier impulsé par le gouvernement se fait plus lourd et plus inhumain, non seulement sur les étrangers, les détenus, mais aussi sur les citoyens.

Aujourd'hui, c'est la Mairie de Paris qui relaie cette dérive et qui invite les conseillers de quartier à une concertation pour décider des emplacements des caméras avant même de concerter les Parisiens sur l'implantation de 1000 de caméras de plus dans leur ville.
Les associations parisiennes exigent que la Mairie de Paris mette en œuvre la «transparence » et la « concertation » si souvent prônées dans ses discours.
Sur les 80 millions d'Euros de l'ensemble de l'opération qu'elle annonce sur son site, combien la Mairie de Paris compte mettre dans le plan « 1000 caméras à Paris » du gouvernement ?

• si vous pensez que pour traiter ces problèmes, réels, de sécurité, l'argent des contribuables doit être investi dans une autre politique de prévention, de police de proximité, de développement des relations humaines et de voisinage,
• Si vous pensez qu'il vaut la peine de se demander pourquoi, fondamentalement, il y a de l'insécurité, et de s'attaquer aux causes plutôt que de vouloir en étouffer les effets,
• Si vous pensez que cette question mérite débat sur le fond entre les citoyens et non pas seulement sur la forme, au lieu d'être décidé de façon discrétionnaire sur un sujet aussi grave,
• Si enfin vous pensez que la Mairie de Paris n'a pas à appuyer la politique sécuritaire du gouvernement,

Signez cette pétition :

Cette pétition est initiée par la Commune Libre d'Aligre - association de quartier - 3 rue d'Aligre 75012 Paris

Nom	Adresse	signature

NON AUX CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE DANS NOS QUARTIERS !

Nom	Adresse	signature